



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-37551>

Département(s) de publication : **08**

Annonce n° **24-37551**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Conseil Départemental des Ardennes

Correspondant : sandra.blanchard@cd08.fr

Adresse : Hôtel du Département - CS 20001, 08011 CHARLEVILLE MEZIERES cedex

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.xmarches.fr/entreprise/detailConsultation.php?key=30847>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Recrutement d'un contrôleur technique pour la construction d'un abri à sel et d'une station de saumure au site Caquot à Charleville-Mézières -.

Lieu d'exécution et de livraison : Hôtel du Département - CS 20001, 08011 CHARLEVILLE MEZIERES cedex

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : Recrutement d'un contrôleur technique pour la construction d'un abri à sel et d'une station de saumure au site Caquot à Charleville-Mézières Recrutement d'un contrôleur technique pour la construction d'un abri à sel et d'une station de saumure au site Caquot à Charleville-Mézières Les missions que le Maître d'Ouvrage confiera au Contrôleur Technique seront relatives à : - Missions de base L + S : • Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, • Mission S relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments. - Missions complémentaires : • Mission P1 relative aux éléments d'équipement dissociables et indissociables, • Mission LE relative à la solidité des existants, • Mission Av relative à la stabilité des ouvrages avoisinants, • Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions, • Mission PS relative à la protection des personnes dans les constructions en cas de séisme, • Mission électricité, relative à la partie électricité, • Mission F relative au fonctionnement des installations, • Prestation PV relative au récolement des PV et avis sur ceux-ci.

Refus des variantes.

Section 5 - Conditions relative au marché

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 19/04/2024 à 16:00

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2024-032-DPI

Renseignements complémentaires : Conditions de remises des offres ou des candidatures : Offre dématérialisée sur la plateforme www.xmarches.fr Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents : Dossier remis gratuitement Par téléchargement, sur <https://www.xmarches.fr> VOIES ET DELAIS DE RECOURS : Les recours suivants peuvent être formés devant le juge administratif : - Référé précontractuel : En application des dispositions de l'article L 551-1 du Code de justice administrative (CJA), le juge administratif peut être saisi jusqu'à la signature du contrat. - Référé contractuel : En application des dispositions des articles L 551-13 à L. 551-23 et R551-1 à R551-9 du CJA, le référé contractuel peut être exercé dans un délai de : o 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat, o 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. - Recours de pleine juridiction : Le recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées - Recours pour excès de pouvoir : les clauses réglementaires du contrat peuvent être contestées par la voie du recours pour excès de pouvoir dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Organe chargé des procédures de médiation : Secrétariat CCRA ou CCIRA préfecture de Meurthe et Moselle 1 rue Préfet C. Erignac, 54038 Nancy Cedex, tél. : +33 3-83-24-27-71

Date d'envoi du présent avis à la publication : 29/03/2024